

Comptes rendus 2011 - 13.10.11

Commission Justice et Paix

- [L'engagement du chrétien dans la politique dans la période de transition en Guinée](#)
 - [Prière pour le pays](#)
 - [Article du "Télégramme"](#)
 - [Rencontre diocésaine - novembre 2010 \(L77\)](#)
 - [Rencontre sur l'accaparement des terres en Afrique](#)
 - [Rencontre diocésaine Justice et Paix du 13 février 2011](#)
 - [Paroisse Sainte Odile de Coyah - Commission Paroissiale « Justice & Paix » de Guinée - Mise en place de la commission](#)
 - [Rapport d'activité pour novembre, décembre 2009, janvier 2010](#)
-

L'engagement du chrétien dans la politique dans la période de transition en Guinée

Cette rencontre a eu lieu dans la paroisse de COYAH, le dimanche 30 Mai 2010, dans le cadre de la formation de « Justice et Paix ». Nous avons d'abord présenté la situation du pays (*voir les textes précédents que nous vous avons déjà envoyés sur cette question*), avec la mise en place du Conseil National pour la Transition, de la Commission électorale Nationale Indépendante et le début de la campagne électorale. Ensuite, nous nous sommes demandés, quels sont les textes de la Bible, en particulier du Nouveau Testament, que nous connaissons et qui peuvent nous éclairer dans notre marche vers ces élections, au niveau de notre foi.

Vivre en citoyens et en frères, dans la paix et la justice

Le premier texte que nous avons cité est : « **Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu** » Souvent nous prenons ce texte en disant : il faut servir Dieu. Ce qui est vrai. Mais il ne faudrait pas oublier qu'il faut aussi servir César, c'est-à-dire le pays, en respectant les chefs ; cela fait partie de notre vie chrétienne. En effet, avant d'être chrétiens nous sommes d'abord citoyens avec les autres ; avant d'être baptisés, nous sommes d'abord nés, nous avons commencé une vie humaine et cette vie nous avons à la continuer. Un mauvais citoyen ne peut pas faire un bon chrétien.

Le deuxième texte, c'était : « **Vous êtes le sel de la terre** », « **Vous êtes la lumière du monde** » (Mat 5, 12-15). C'est donc notre rôle dans cette campagne électorale, comme tout au long de notre vie, et dans toute l'histoire du pays, dans toute la vie de la société, d'être le sel. C'est-à-dire d'abord de donner du goût et de la valeur à tout ce qui se vit : un plat qui n'a pas de sel est fade, il n'a pas de goût. Donc c'est à nous de rendre meilleur tout ce qui se fait dans la société.

Le sel conserve aussi les aliments : c'est donc à nous à la fois de conserver toutes les valeurs traditionnelles, tout ce qu'il y avait de bon dans nos coutumes, et aussi de faire durer toutes les bonnes choses nouvelles qui se font dans le pays.

A propos de cette parole, « le sel de la terre », nous nous sommes dit : c'est difficile pour nous les chrétiens de

transformer le pays, car nous sommes une minorité. Mais nous nous sommes rappelés qu'**il suffit d'un peu de sel pour donner du goût à tout le plat**. Donc, même si nous ne sommes pas nombreux, si nous avons vraiment dans notre cœur la force de l'Évangile, nous pouvons le communiquer à tout le monde. Ce n'est pas une question de nombre, mais de valeur. A ce sujet, Jésus nous a Lui-même prévenus, en disant que si le sel perd de sa valeur on ne peut rien faire avec lui, sinon le jeter dehors.

Nous avons rappelé également la parole de Jésus : « **N'ayez pas peur, petit troupeau, parce qu'il a plu à Dieu de vous donner le Royaume** ». Donc, même si nous sommes très petits, nous n'avons pas peur, nous continuons à agir de tout notre cœur, en acceptant d'être un petit troupeau. Il est essentiel que nous acceptions d'être une minorité dans notre pays. Mais, en même temps que nous acceptons d'être une minorité, nous essayons de jouer tout notre rôle. Mais en nous rappelant que Jésus ne nous a pas dit : n'ayez pas peur petit troupeau car Dieu vous a donné la direction du pays ! Il nous a donné le Royaume. Le Président ne sera sans doute pas chrétien, puisque nous sommes une minorité. Nous n'allons pas diriger le pays, mais notre responsabilité c'est de faire grandir le Royaume de Dieu en Guinée. Car si nous faisons grandir ce Royaume le pays deviendra meilleur. Et tous les hommes seront donc plus heureux.

Comme troisième parole, nous avons pensé à cette Parole de Jésus : « **Je vous laisse la Paix, je vous donne ma Paix** ». Il s'agit donc bien de la Paix de Dieu, non pas la paix des hommes. Il ne s'agit pas simplement de se serrer la main. Ni de dire seulement : oublions ce qui nous sépare. Ni de faire des appels et des incantations en disant : « il faut nous pardonner ». Il s'agit de construire une vraie Paix. Et de construire une **véritable Réconciliation**, qui aille jusqu'au plus profond de notre cœur. Ce que Dieu veut, c'est la Paix du cœur (*comme nous le chantons souvent « La paix soit avec vous, la paix de Jésus Christ, la paix de son Esprit »*) Et donc de chercher une véritable réconciliation. Cette Parole de Jésus est non seulement un appel, c'est aussi une assurance. Cette Parole de Jésus nous dit qu'avec Lui, c'est possible de construire la Paix ; avec Lui, c'est possible de vivre la vraie Paix ; avec Lui, c'est possible de vivre véritablement dans la joie. Comme Jésus continue à le dire dans ces versets (Jean 14, 27) : « **Ne vous troublez pas, ne vous effrayez pas** » c'est cette Parole qui va nous guider tout au long de cette campagne électorale. Cette parole qui nous appelle à l'amour, qui nous appelle à accepter les autres tels qu'ils sont, qui nous demande de construire vraiment un monde tel que Dieu le demande.

Nous avons également rappelé cette parole d'Isaïe, 32, 17 « **Si tu veux la paix, cultive la justice** » Notre engagement durant cette campagne électorale, c'est de travailler pour faire grandir la Justice de Dieu.

Un autre texte sur lequel nous nous sommes appuyés, c'est : « **Celui qui fait la vérité vient à la lumière** » et la suite « **la vérité vous rendra libres** » (Jean 3, 21). Là encore, c'est l'Esprit Saint qui nous fait entrer dans cette liberté, dans cette vérité, Lui qui est l'Esprit de Vérité et l'Esprit de Liberté. Nous cherchons donc durant cette campagne électorale à agir avec nos frères dans la vérité. Pas seulement dire la vérité, mais être vrais dans toute notre vie. Nous cherchons donc à vivre ensemble et à agir tous ensemble pour construire un pays de vérité. Car c'est cela le Royaume de Dieu. Et nous, chrétiens, pour arriver à cette vérité et pour libérer nos frères, nous écoutons l'Esprit de Vérité qui est dans notre cœur.

Jésus disait à St Pierre quand il marchait sur la mer : « **Homme de peu de foi pourquoi as-tu douté ?** » Nous cherchons à vivre cette campagne électorale dans la foi, et aussi dans la confiance, en croyant que Dieu est avec nous. Souvent la peur nous envoie vers les marabouts et les sacrifices traditionnels pour gagner les élections et avoir la chance. Et même parfois jusqu'à la sorcellerie. Le Seigneur, au contraire, nous demande de vivre cette campagne électorale dans la foi, dans la vraie foi. Et d'appeler nos amis également à vivre cette campagne électorale dans la foi, quelle que soit leur religion, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou qu'ils pratiquent la religion traditionnelle. En effet, comme nous le disions, il s'agit de faire grandir les valeurs du Royaume de Dieu dans le pays, en particulier pendant cette campagne électorale. Or justement ces valeurs du Royaume sont

pour tous. Car le Royaume de Dieu est ouvert à tous les hommes, sans distinction, du moment qu'ils écoutent la voix de Dieu dans leur cœur et qu'ils suivent la voix de leur conscience.

Un autre texte sur lequel nous nous sommes appuyés, c'est bien sûr le texte des Béatitudes (Matthieu 5, 3 à 12) : « **Heureux les pauvres, le Royaume de Dieu est à eux** » Il s'agit dans cette campagne électorale, de penser essentiellement aux pauvres. De leur donner leur place pour qu'ils puissent parler, s'exprimer, faire connaître leurs besoins et désirs ; et donc de les écouter sérieusement. Et aussi de préparer un programme où les pauvres auront la priorité pour qu'ils puissent vivre heureux. Un programme où les petits, ceux qui sont écrasés et marginalisés, pourront être relevés et grandir ensemble. Nous sommes tous appelés à avoir un cœur de pauvres, à nous tenir petits devant Dieu et devant nos frères. Comme le dit également ce chant que nous chantons souvent : « *Garde nous tout petits devant Ta Face, garde-nous tout petits devant nos frères. Les mains ouvertes devant toi Seigneur, pour t'offrir le monde* ».

Nous avons relu tout le texte des Béatitudes, en nous rappelant en particulier cette parole : « **Heureux les doux, c'est eux qui recevront la terre que Dieu nous a promise** ». Cela nous demande de changer complètement nos pensées, d'agir vraiment autrement que les hommes autour de nous. Les hommes autour de nous cherchent d'abord à gagner, mais à gagner par la force, en s'opposant aux autres, et cela va parfois jusqu'à la violence. Si nous voulons que notre terre de Guinée soit la terre que Dieu nous a promise, nous ne pouvons la construire qu'avec la douceur de Dieu. Même si tous ceux qui nous entourent sont d'un avis différent.

Durant ces élections, nous nous rappelons aussi les autres paroles des Béatitudes : « **Heureux ceux qui pleurent, ils seront consolés** ». Il y a beaucoup de gens qui pleurent, parce qu'il y a eu trop de morts en Guinée, trop de disparus. Nous avons rappelé cette parole : « **Heureux ceux qui ont faim et soif de la Justice, ils seront rassasiés** ». Il s'agit vraiment de chercher la justice, d'avoir pitié des autres, d'être miséricordieux, de garder un cœur pur au milieu de toutes les compromissions, de tous les mensonges et de toutes les attaques, durant cette campagne électorale. Il s'agit de construire la paix comme disait encore Jésus : « **Heureux ceux qui construisent la paix ; ce sont eux qui sont des fils de Dieu** », et là encore, quelle que soit leur ethnie ou leur religion. Il nous faudra pendant très longtemps méditer encore ce texte des Béatitudes, pour que nous puissions le vivre et le mettre en pratique chaque jour.

Nous nous sommes aussi attardés sur le texte de la fin du monde (Matthieu 25, 31-48) en nous disant que cela nous donnait un véritable programme de campagne électorale et d'actions dans le pays : faire que tous **ceux qui ont faim puissent avoir à manger**, que **les étrangers soient accueillis et qu'ils aient leur place** ; que **ceux qui sont nus soient** non seulement **habillés**, mais qu'ils **soient respectés** et **retrouvent leur dignité** ; que tous **les malades** puissent être **soignés** à l'hôpital, même les pauvres, sans que les médicaments soient détournés, et sans que l'on taxe les gens avant de les soigner ; que tous **les prisonniers soient visités et traités comme des personnes humaines**. Voilà le programme que Jésus nous propose : c'est sur ce programme-là qu'Il nous interrogera. A nous de voir comment nous allons le mettre en pratique.

Engagés avec nos frères, contruisons notre pays

Nous avons ensuite cité un premier texte de Pierre, (2ème lettre, 3, 13) où Pierre nous dit : « **Nous attendons des cieux nouveaux, une terre nouvelle où la justice habitera** ». C'est cela aussi notre programme électoral : construire une terre nouvelle, une Guinée nouvelle, une Guinée où la justice puisse exister, où tous les gens puissent vivre une vie nouvelle. Que ces élections soient vraiment l'occasion de commencer un temps nouveau pour le pays, dans la justice. Car il n'y a pas de paix sans justice.

Nous nous sommes alors reportés à la 1ère lettre de Pierre (2, 11-17) que nous avons relue verset par verset, en y ajoutant ensuite les versets 23 et 24.

- Au verset 11 : « Ne vous laissez pas entraîner par les mauvais désirs qui combattent votre âme ».
- Verset 12 : « Au milieu des païens, ayez une belle conduite, pour que même ceux qui disent du mal de vous et vous traitent de malfaiteurs, voient le bien que vous faites. Et qu'ils disent merci à Dieu, le jour où il viendra ».
- Verset 13, par rapport aux autorités : « A cause du Seigneur, soyez soumis à toute institution (organisation) humaine : au chef de l'Etat, parce qu'il détient l'autorité ; à ses représentants, parce que leur travail est de punir ceux qui font le mal et de récompenser ceux qui font le bien ».

Mais nous avons bien noté que nous sommes soumis aux institutions du pays, d'une façon active et réfléchie. Comme le dit Pierre : « à cause du Seigneur ». Et donc nous n'obéirons aux autorités, que si elles nous font avancer sur le Chemin de Dieu, selon les Commandements du Seigneur. Si elles nous demandent de faire des actions qui vont contre le volonté de Dieu, si elles nous proposent des buts qui vont contre le bien de nos frères et de nos sœurs, alors au nom de Dieu, nous refuserons de les écouter. Car Pierre lui-même disait aussi devant le Tribunal des prêtres : « il vaut mieux obéir à Dieu qu'obéir aux hommes ». Pierre continue donc : « Conduisez-vous comme des hommes libres ». Il est essentiel que l'Eglise et tous les chrétiens, dans ce temps de campagne électorale, gardent leur liberté de parole et d'action. Sans se faire acheter ni récupérer, par personne. Mais bien sûr, comme dit Pierre : « Utilisez votre liberté pour enlever le mal ; vivez comme des vrais serviteurs de Dieu ».

Pierre résumait, verset 17 : » Respectez tous les hommes, aimez vos frères, craignez Dieu, honorez le Chef de l'Etat ».

Et nous avons ajouté les versets 23 et 24 qui nous montrent justement l'exemple de Jésus et l'importance des méthodes non violentes, de la paix et de la réconciliation pendant cette campagne électorale. D'abord Jésus était l'homme juste, Il était sans péché. Il n'y avait pas de mal dans sa bouche. Quand on l'insultait il ne répondait pas. Quand on le faisait souffrir, il ne menaçait personne, mais Il confiait sa cause à Dieu. Il savait que Dieu est un juge juste. Jésus a porté dans son propre corps, le poids de nos fautes. Pour que nous soyons morts au péché et que nous vivions pour la justice. Ses souffrances nous ont guéris. Nous croyons que Jésus, aujourd'hui encore, vient nous guérir et vient guérir la Guinée. A nous d'écouter sa Parole, de la suivre et de la mettre en pratique.

Nous nous sommes également appuyés sur un texte de Paul (Rom 14, 17) : « **Le Royaume de Dieu n'est pas affaire de nourriture ou de boisson, mais de justice, de paix et de joie dans l'Esprit Saint** ». Ce que nous cherchons, ce n'est pas seulement que chaque homme ait de quoi manger. Mais aussi qu'il puisse vivre dans la justice, la paix, la joie. C'est cela le but de ces élections. Et Celui qui nous conduit tout au long de cette campagne électorale, c'est le Saint-Esprit.

Ce sont donc les principaux textes qui nous ont éclairés **Ces textes de la Parole de Dieu sont vraiment la base** de notre vie et de nos actions. Il ne s'agit pas de faire de grands discours, d'annoncer de grandes idées philosophiques ou de grandes théories théologiques. Il nous suffit de partir directement de la Parole de Dieu, de la partager entre nous, pour que chacun dise comment il la comprend –*comme nous l'avons fait ce jour-là*-. C'est donc ce partage d'Evangile que nous avons à continuer en ce moment des élections. Car il nous faudra accepter de perdre (*pour ceux qui n'auront pas gagné*). Nous continuerons à penser à ces Paroles de Dieu après les élections, pour mettre en pratique les promesses électorales. Et veiller à ce que les décisions prises soient

conformes à l'Évangile. Car c'est dans la mesure où nous ferons ce que l'Évangile nous demande, que nous pourrions apporter vraiment le bonheur à tous les hommes.

2ème partie de cette formation : Réflexions

Après ce temps de partage, où tout le monde a participé en citant les Paroles de Dieu qui nous touchent davantage en ce temps des élections, nous avons pris un moment pour approfondir nos réflexions. Pour cela, nous avons rappelé un certain nombre de documents qui ont déjà été envoyés à tout le monde. En particulier les documents sur la situation du pays. Maintenant que les inscriptions sur les listes électorales sont terminées et contrôlées, il nous faut voir où nous en sommes, dans le lancement et la réalisation de la campagne électorale.

Nous avons relu et commenté également l'homélie de la clôture du pèlerinage de Boffa, du 2 Mai 2010. En particulier le passage : « Nous prions pour le pays », où notre archevêque nous traçait des pistes pour notre réflexion et pour le choix de nos candidats, dans la liberté de la conscience de chacun.

Nous avons relu également le discours du Nonce apostolique, à l'occasion de la Fête Nationale du Saint Siège, le 22 Avril 2010, qui nous rappelle l'importance pour l'Église que l'on observe les procédures démocratiques, le respect de la dignité de chaque personne humaine, le respect des droits de l'homme et le bien commun comme fin et but de toute vie politique. Sans ces choses, il n'y a pas de vraie démocratie. Nous avons également rappelé la réponse du ministre des affaires étrangères qui nous encourage. Nous avons relu quelques extraits des textes du 2^{ème} Synode pour l'Afrique, en particulier le n° 36, et enfin le document L 55, la formation que nous avons assurée sur la Société civile.

NB : Nous ne pouvons pas rappeler ici tout ce que nous avons dit ; mais les personnes intéressées, qui n'auraient pas reçu ces documents, peuvent nous les demander.

Dans le débat qui a suivi, des questions ont été posées sur les conclusions à tirer des événements du 28 Septembre passé. Et aussi, dans quelle mesure on doit respecter le Chef et lui obéir. Comment les chrétiens doivent se situer pendant cette période de transition. Comment se mettre véritablement au service de la population et du pays. Dans quelle mesure faut-il intervenir auprès de nos responsables. Quelle est la meilleure façon pour les chrétiens d'intervenir dans ces élections. Comment accéder aux médias (les radios et la télévision) et quelle utilisation en faire. Comment agir ensemble avec les musulmans : à partir de quelle base commune et sur quoi nous appuyer (nous avons dit qu'on peut s'appuyer avec non pas sur l'Évangile, mais sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, et les différentes Conventions internationales qui ont été signées par le pays, qui sont acceptées par tous . Autre question : Comment agir activement au sein de la Société civile.

Il y a eu également de nombreuses questions sur le Comité national de transition, la Commission électorale indépendante et sur les différentes autres institutions qui interviennent dans cette Campagne électorale et qui ont été mises en place. Nous avons insisté sur l'importance pour chacun de lire et d'étudier la nouvelle Constitution qui vient d'être approuvée et que nous allons envoyer par Internet à tous nos correspondants.

Ce sont là les principales questions dont nous avons parlé et auxquelles chacun a pu répondre librement, en donnant son point de vue. La rencontre a duré ainsi plus de 5 heures, et a permis à tous d'approfondir leurs réflexions. **A chacun d'entre nous de mettre maintenant ces choses en pratique et de partager nos idées avec ceux qui nous entourent.**

Prière pour le pays

Dieu notre Père, c'est toi qui as créé le monde.

Tu nous as donné notre pays, pour que nous le fassions grandir dans la paix et l'amour, pour que tous ses habitants puissent y vivre heureux. Tu veux pour nous « une terre nouvelle où la justice habite » (2P3, 13).

Seigneur Jésus, toi « l'ami des petits et des pauvres », aide-nous à construire un pays où les pauvres, les petits et les personnes mises à côté, retrouvent leur dignité, pour que personne, ne soit oublié ou rejeté.

Seigneur Jésus, tu as pleuré sur la ville de Jérusalem, parce qu'elle n'avait pas accueilli le Sauveur, que Dieu lui avait envoyé. Aujourd'hui encore, tu pleures sur notre pays. Ne permets pas que nous refusions de chercher le bonheur pour notre pays aujourd'hui. Le bonheur que tu nous donnes. Aide-nous à lutter contre toutes les formes de méchanceté, de mensonges et de violence qui cassent notre pays, et nous empêchent de vivre ensemble, dans la paix et l'amour.

Esprit-Saint, tu as inspiré des Prophètes à chaque âge du monde, pour montrer aux hommes le chemin du bonheur et de la vie. Apprends-nous à écouter ce que tu dis, dans notre cœur et dans la Parole de Dieu, partagée dans notre communauté. Pour que nous puissions être des prophètes, pour notre pays et pour chacun de nos frères et sœurs, afin de construire un pays de justice et de paix.

Conduis-nous, pendant cette période de transition, pour que nous puissions vivre la campagne électorale dans la paix, organiser des élections claires et justes, et accepter les résultats dans le calme et l'entente.

Trinité Sainte, mystère d'amour et d'unité dans l'accueil réciproque des trois Personnes, apprend-nous à vivre dans la paix et l'amour, avec tous les hommes et femmes de notre pays, à accepter nos différences et à construire notre pays dans la solidarité.

Vierge Marie, toi qui étais au milieu des Apôtres le jour de la pentecôte, demande au Saint-Esprit de nous éclairer dans notre marche, pendant ce temps de transition. Toi qui as vécu dans la foi et l'humilité, apprend-nous à vivre ces élections comme toi, c'est-à-dire en vrais chrétiens. Prie pour nous Dieu notre Père, pour qu'il protège notre pays. Toi qui as éduqué Jésus, montre-nous le chemin à suivre, pour construire notre pays, comme Dieu le veut, à la suite de Jésus et avec lui.

Seigneur, merci pour tout ce que tu fais pour nous. Merci pour le pays que tu nous as donné. Merci d'être avec nous, dans notre vie et la vie du pays. Sois béni aujourd'hui et pour les siècles des siècles. **AMEN !**

Article du "Télégramme"

Père Duteil. 50 ans de travail sur le terrain en Afrique

Armel Duteil, missionnaire spiritain, est l'hôte actuellement de la section brestoise d'Appel détresse. Une association avec laquelle travaille depuis de nombreuses années ce Breton originaire de l'île d'Houat, qui a grandi au Sénégal, où son père était marin pêcheur. Depuis, il n'a pratiquement pas quitté une Afrique qu'il connaît et qu'il aime et dont il parle une vingtaine de langues.

Problèmes multiples

Il en connaît également tous les problèmes, après dix ans passés à soulager le malheur de réfugiés dans des camps et tenté, depuis bien plus longtemps encore, d'améliorer le sort des populations en Guinée. Un pays qui, en dépit de ressources naturelles importantes, mines de bauxite ou de fer, voit ses minerais exploités par des multinationales qui ne lui laissent que quelques miettes sur les juteux contrats signés parfois pour 50 ans. Avec pour corollaire



Responsable de Justice et paix et de la pastorale sociale, Armel Duteil pense que la situation s'améliore peu à peu.

une misère qui voit 40 % de la population vivre sous le seuil de pauvreté, avec moins d'un dollar par jour. Une situation sanitaire désastreuse également avec une espérance de vie de 36 ans, en raison d'une mortalité infantile catastrophique, un enfant sur cinq mourant avant l'âge de 2 ans.

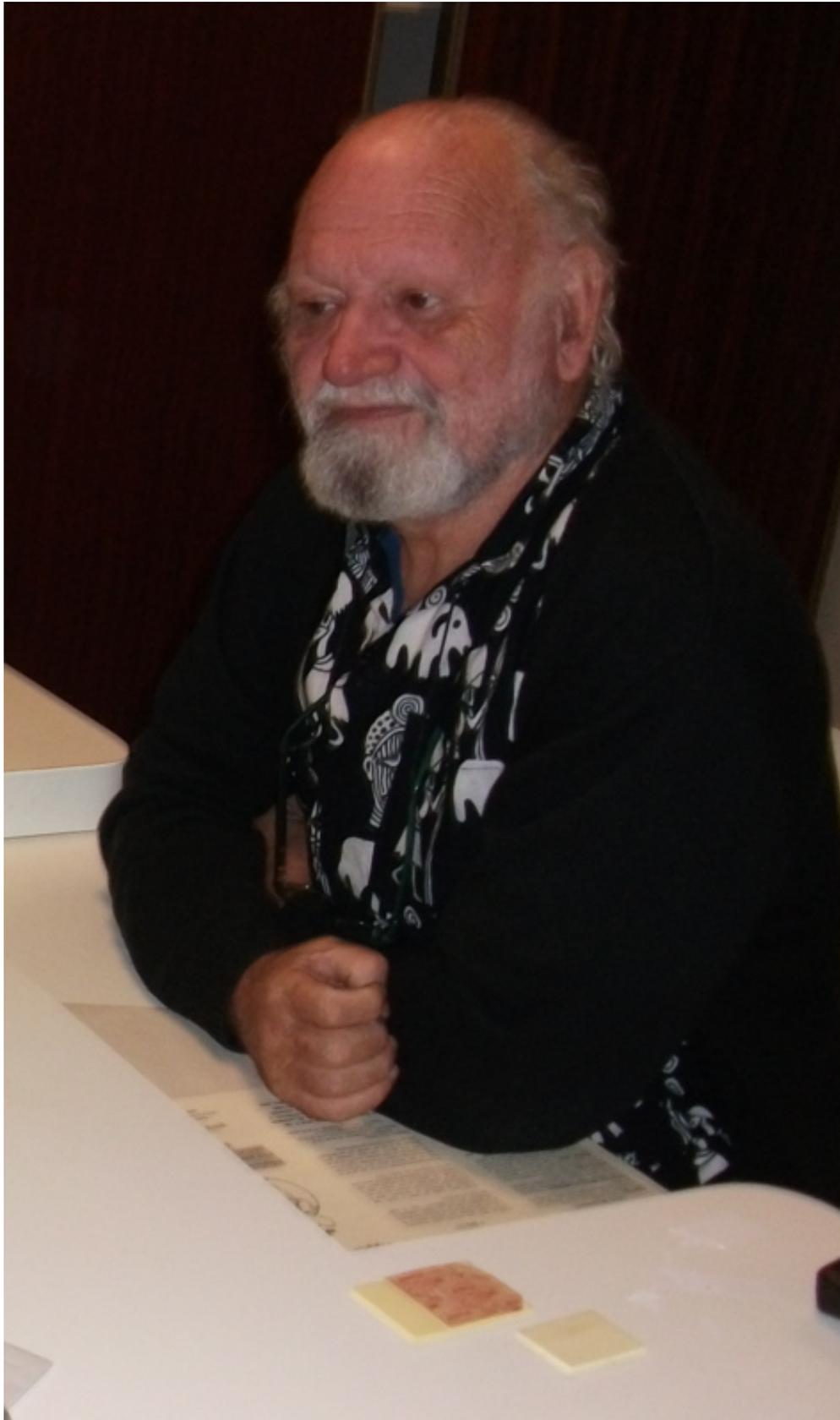
Travaillant en coopération avec d'autres associations caritatives comme les sœurs de mère Thérèse, Armel Duteil s'efforce inlassablement d'améliorer le sort de la population en distribuant sur place la nourriture ou les objets de première nécessité expédiés par des associations comme Appel détresse.

Démocratie nécessaire

Une action qui a cependant ses limites et, selon le père Duteil, la mise en place d'une société civile responsable est nécessaire pour remettre le pays en marche. Un processus qui passe également par l'instruction et l'éducation, par une alphabétisation pratiquée dans leur langue, première étape vers d'autres études. Bien que musulmane à 90 %, la population accepte sans difficulté l'aide dispensée par les missionnaires. Ceux-ci s'efforcent également de ne pas en faire des assistés en leur imposant une implication personnelle dans certains projets d'achat et d'entretien de matériels. Il reste beaucoup à faire mais la démocratie progresse en Guinée, après les 30 ans de l'ère Sekou Touré. Le travail d'Armel Duteil sur le terrain contribuera à la faire avancer.

> Pratique

Appel détresse
tél. 02.98.44.12.33.
Courriel, jacqueline.rolland@wanadoo.fr



Rencontre diocésaine - novembre 2010 (L77)

A l'homélie, le père Arnel à partir de l'évangile du jour (Luc 9,1(-10) a noté l'importance pour nous tous « de chercher à voir Jésus », pour l'aimer, connaître sa volonté et agir avec Lui.

- Comme Zachée, Jésus nous appelle « à donner la moitié de ce que nous avons aux pauvres ». Mais en allant plus loin, comme nous le demande la doctrine sociale de l'Eglise et aussi ce proverbe : « j'ai faim, ne me donne pas à manger, mais apprends moi à pêcher ! ». C'est important de faire l'aumône et de donner de l'argent, de la nourriture, des habits ou des médicaments aux pauvres. Mais le plus important c'est de leur donner les moyens de vivre et de travailler par eux-mêmes . D'où l'importance de lancer des petits projets de développement. A condition que ces projets correspondent à un vrai besoin, qu'ils marchent et soient rentables et que les gens eux-mêmes en soient responsables Par conséquent, il ne s'agit pas seulement de travailler pour les pauvres. Mais de travailler avec eux. Et surtout de les accueillir, les écouter, leur donner les moyens de travailler par eux-mêmes. Et recevoir leurs idées et tout ce qu'ils peuvent nous apporter
- Zachée dit aussi : 'Si j'ai fait du tort à quelqu'un torts, je vais le payer 4 Fois ». C'est cela la commission de justice et paix. Faire respecter les droits des gens et payer les torts qu'on leur a faits ». Comment ? Nous allons réfléchir à cela ensemble dans notre réunion
- Jésus dit de Zachée : » Celui-ci aussi est un fils d'Abraham'. Les musulmans eux aussi sont fils d'Abraham et ils vont bientôt célébrer le sacrifice d'Abraham le jour de la Tabaski. Jésus nous appelle donc à travailler avec tous. Ne faisons pas comme les habitants de Jéricho qui disaient : Jésus est descendu chez un pécheur ». Car Jésus disait : » les publicains, les pécheurs et les prostituées entreront avant vous dans le Royaume de Dieu.
- Ensuite, nous avons appliqué cet Evangile à la vie du pays et à la société toute entière, spécialement en ce temps des élections. C'est la société toute entière que nous devons transformer. C'est à la Guinée toute entière que Jésus dit : » Aujourd'hui, je vais descendre chez toi » Et aussi : « Je suis venu guérir et sauver ce qui était perdu »

Nous avons aussi expliqué la 2° lecture (2° Thes 1,11-2,2) :« que la puissance de Dieu vous aide à aller jusqu'au bout de ce que vous voulez faire, pour que votre foi soit active, grâce à l'amour de notre Dieu »

Après la messe, nous nous sommes retrouvés avec un certain ombre de volontaires pour mettre en place les commissions paroissiales de justice et paix et de pastorale sociale

Avec les délégués des différentes paroisses, nous avons relu et commenté la lettre L 75 (que chacun peut relire à nouveau) : évaluation du travail de l'année dernière et orientations. Notons tout de suite qu'un certain nombre de paroisses n'ont pas envoyé de délégué, ce qui pose un gros problème : d'abord ces paroisses restent en retard et à chaque fois il nous faut reprendre le travail, ce qui fait que nous n'avancons pas.

Nous avons noté l'urgence de relancer immédiatement les commissions paroissiales, en remplaçant les membres défaillants (un délégué de chaque CCB, groupe et mouvement actif de la paroisse). Que chaque groupe et CCB réponde à cette question : Quels manques de justice et quels manques de paix voyons-nous en ce moment autour de nous ? La mise en commun (synthèse) de ces réponses, à faire le plus vite possible, permettra de rédiger rapidement votre plan d'action (une action chaque 2 mois). Vous nous envoyez votre plan d'action paroissial le

plus rapidement possible. Il ne s'agit pas de faire des conférences, mais de mener des actions concrètes et efficaces. Pas des choses extraordinaires, mais des choses précises dans la la vie de tous les jours

Voici le modèle de plan d'action que nous avons proposé

		période	Problème ou Groupe visé	Quelles Actions ?	Quelles Méthodes ?	Moyens matériels Et humains ?	Qui va Agir ?	Personnes ressources
Novembre	Renouvellement de la commission. Enquête, rédaction du Plan d' action							
Décembre	1° action							
Janvier								
Février	2° action							
mars								
Mai	3° action							
Avril								

Etc...

N.B. L'action du mois est annoncée à toute la paroisse au moment des annonces, pour que tous participent à l'action. On présente aussi l'action aux imams et aux responsables du quartier, pour que l'action soit proposée à tous et que le maximum de personnes y participe. A la fin du temps prévu, on met en place une équipe de volontaires pour continuer l'action et on passe à l'action suivante. (Voir la lettre L 75)

La situation du pays

Il y a trop de mensonges et de fausses rumeurs dans le pays, qui entraînent des méchancetés, des bagarres et des morts. Le pays est divisé en 2 camps. Les ethnies et les populations sont opposées entre elles. La vie devient de plus en plus difficile et les gens deviennent de plus en plus pauvres. La vraie question, ce n'est pas qui va être président et quel parti va gagner, mais comment allons-nous reconstruire le pays ? Nous les chrétiens, nous avons la chance d'avoir reçu la Parole de Dieu qui nous montre le chemin. Qu'allons-nous faire pour

reconstruire le pays comme Jésus nous le demande ? Nous venons de fêter la fête du Christ Roi, comment allons-nous le servir ? (Voir l'appel de la commission de Taouyah pour le Christ Roi qui a été distribué dans les boîtes et que vous pouvez retrouver, comme tous les autres documents, dans le site justice.paix.guinee.free.fr). Nos commissions de justice et paix doivent devenir des vrais lieux de dialogue avec tous. Nous devons aussi réfléchir ensemble à l'exhortation que Monseigneur Vincent Coulibaly a écrit : « I est temps de nous ressaisir ». Voir les réactions de la CCB du Perpétuel Secours, distribuée également dans les boîtes et sur le site justice.paix.guinee

Nous chrétiens, nous avons un grand rôle à jouer. En effet, pour la plupart, nous ne faisons pas partie des 2 grandes ethnies du pays. Nous sommes neutres et nous sommes entre les 2. Comment allons-nous jouer notre rôle de médiateur ? Nous devons nous impliquer pour calmer les esprits et arrêter la haine. Voir l'appel de la commission après les élections (boîte et site)

Annonces

Nous préparons une rencontre des commissions de justice et paix de toute la Guinée. Un questionnaire de préparation a été déposé dans les boîtes des paroisses à l'archevêché, envoyé par mail et mis sur le site/ Nous attendons les réponses

Nos commissions cherchent un comptable qualifié. Demandez les conditions à votre curé ou par mail

Une rencontre des Caritas et des commissions justice et paix de toute l'Afrique a eu lieu à Maputo, au Mozambique. 3 actions importantes ont été choisies : 1) la promotion des femmes 2) la bonne gouvernance 3) l'éducation à la paix. Demander le compte-rendu à votre curé ou sur le site

Une rencontre sur Justice et Paix et la Doctrine Sociale de l'Eglise a eu lieu à Abidjan et une autre à Accra pour mettre en pratique la lettre de Benoît 16 sur « la Charité dans la vérité ». Nous en reparlerons.

Au cours de la rencontre, de nombreux documents de formation ont été distribués. Il faut maintenant les lire et les travailler...et aussi les garder bien rangés dans un dossier « Justice et Paix », disponible pour tous. Demander à votre curé de vous remettre les documents qu'il a pour la commission

En ce moment, il est très important de rencontrer et de défendre les étrangers et les guinéens déplacés présents parmi nous. Ils sont nombreux et ont besoin de notre aide

Formation

Il est urgent de nous former aux méthodes d'actions non violentes dans la ligne de l'Evangile, à l'exemple de Gandhi, de Martin Luther King et de beaucoup d'autres. Gandhi disait : «D'après l'idée que je me fais, la démocratie est le seul régime sous lequel les faibles ont les mêmes possibilités que les forts ». Il disait aussi : « La différence d'opinion ne devrait jamais entraîner de l'hostilité » Nous n'oublions pas que Gandhi a trouvé cette sagesse dans l'Evangile et qu'il a commencé son action de défense des droits de l'homme par des actions non violentes en Afrique du Sud. Il disait encore ! «La 1^o exigence de la non violence, c'est de respecter la justice autour de soi et dans tous les domaines »

Suite à l'exhortation de Monseigneur Vincent Coulibaly, nous avons lancé une enquête sur ce que devrait être la démocratie chez nous. Nous la reprenons ici

Que dire de l'inculturation et de la démocratie dans notre pays ? Pris dans la tourmente de l'avènement de la

démocratie soufflant sur le continent africain, nous avons perdu les racines de nos cultures, en confiant le devenir de notre pays à la régulation et à l'ajustement structurel de la Communauté et des Institutions internationales, nous dépouillant ainsi de notre capacité à définir le sens de notre propre histoire. Pris en otage et soumis en permanence aux injonctions de la Communauté Internationale, nous nous sommes attelés à construire un système démocratique dont les plans et le logiciel ont été conçus ailleurs, et livrés de toute urgence en Afrique comme des prêts-à porter et des prêts-à-consommer universels, répondant, selon les prétentions et sans discernement, aux attentes d'un continent sommé de s'ouvrir à l'impérieuse nécessité de la mondialisation culturelle, économique, politique et financière. Le déroulement du Premier tour du scrutin présidentiel dans notre pays, qui se voulait crédible, transparent, juste et paisible, a révélé les failles, les faiblesses et les limites d'un système ou d'une idéologie qui réduisait l'organisation d'une élection démocratique en Guinée à l'unique dimension de simple maîtrise technique et mécanique d'un système, d'un logiciel, au mépris des mentalités, du contexte culturel et humain. Que pensons-nous de cela ? Pour nous que devrait être une démocratie en Afrique Noire ? Comment la construire ? Nous attendons vos réponses au secrétariat de l'archevêché, boîte de Taouya ou par mail : armelduteil@yahoo.fr

Rencontre sur l'accaparement des terres en Afrique

J'ai assisté à un atelier international sur ce thème au Sénégal pendant le Forum Social Mondial. Je ne peux pas reprendre ici tout de qui a été dit. Je pourrai vous envoyer les documents et la déclaration finale plus tard. Dans ce papier, je voudrais simplement partager quelques idées qui nous concernent plus directement en GUINEE sur ce problème.

En ce moment, on parle beaucoup de manque d'eau et d'électricité, dans les villages aussi bien qu'à Conakry. On parle des ordures et des saletés et du mauvais état de nos routes. On demande d'arrêter les feux de brousse et de ne plus continuer à abattre des arbres en grande quantité sans les remplacer, ce qui fait avancer le désert. On parle de l'écologie, de l'environnement et de la pollution. Mais il n'y a pas que cela.

Accaparer, cela veut dire prendre pour soi des choses, en les enlevant aux autres, même s'ils en ont besoin. L'accaparement de la terre, cela veut qu'il y a des gens qui viennent prendre la terre à leur propriétaire, par la force ou même simplement par des accords ou avec de l'argent. Mais cela entraîne beaucoup de souffrances pour la famille, les villages et le pays tout entier.

Le problème de la terre

En plusieurs endroits du monde, des pays ou des grandes sociétés étrangères viennent acheter des terres pour cultiver de la nourriture, pour elles-mêmes et non pas pour les habitants du pays. Ou bien, pour cultiver des plantes et en faire des carburants (biocarburants), parce qu'on commence à manquer de pétrole dans le monde. Pour le moment, cela n'est pas encore arrivé chez nous en Guinée. Et notre Président a promis qu'il ne vendra jamais des terres aux pays ou aux sociétés étrangères. Nous espérons que cette promesse sera tenue, et nous allons faire très attention pour que cela n'arrive pas. Mais il y a d'autres problèmes au sujet de nos terres.

De grands terrains sont donnés aux Sociétés minières pour prendre la bauxite, l'or ou le fer qu'il y a dans notre sol. A ce moment là, ces terres n'appartiennent plus aux familles ou aux villages qui les cultivaient, et les éleveurs ne peuvent plus venir dessus avec leurs troupeaux. En plus, souvent ces terres sont salées (polluées et cassées), on jette les restes des minerais ou des produits chimiques même dans les rivières. Cela est déjà arrivé. Les villages autour n'ont plus d'eau bonne à boire (potable) et si les gens boivent cette eau, ils tombent malades.

Ces terres appartenait à des familles et à des villages. Mais l'Etat les a vendues à des grandes sociétés étrangères. Ce sont nos propres ministres qui ont fait cela et souvent en se faisant payer. Ils ont accepté de signer des contrats et des lois injustes à cause de la corruption. Et maintenant nos minerais quittent le pays ; mais aussi notre argent : presque rien ne reste dans le pays. Et le peu d'argent qui reste, l'Etat ne le rend pas aux paysans qui possédaient ces terres autrefois. Il n'est pas utilisé non plus pour aider les villages et les faire avancer. Cet argent reste en ville pour payer les fonctionnaires. Et l'argent que les « grands » ont gagné par la corruption ou les détournements, ils ne s'en servent même pas pour développer notre pays, par exemple pour faire des ateliers ou des usines. Ils envoient cet argent dans les banques étrangères pour enrichir les pays riches. Comment lutter contre cela ?

Il y a aussi des villageois qui sont pauvres, qui ont besoin d'argent, à cause d'une maladie ou d'un accident par exemple. Ils mettent leur champ ou leur rizière en gage, mais ensuite s'ils n'ont pas d'argent pour rembourser, ils perdent leur terrain pour toujours et n'ont plus rien pour vivre et pour cultiver.

Il y a des étrangers, réfugiés ou autres, venus chez nous, qui sont courageux et qui veulent travailler. Mais ils n'arrivent pas à trouver de terres

Des veuves sont chassées avec leurs enfants orphelins et la terre du mari est prise par la famille et la veuve n'a plus rien.

De plus en plus de gens de la ville viennent acheter des terrains au village. Les chefs de familles vendent leurs terres pour avoir de l'argent. Mais ensuite leurs enfants n'ont plus de terrain à cultiver. Que vont-ils devenir dans quelques années ? Ces jeunes travaillent dans ces champs des riches, ils sont payés, mais ils ont perdu leur terre ; ils ont aussi perdu leur liberté ; ils n'ont plus les moyens de se défendre et ils risquent de devenir de plus en plus pauvres ? Car ils ne sont plus des propriétaires, ils sont devenus des ouvriers agricoles. Ou bien ils vont venir traîner en ville sans travail.

Premières réflexions

Avant, chaque famille avait sa terre qui lui permettait de vivre. Elle avait sa liberté. C'est cela qu'il faut garder, au lieu de laisser des gens prendre des grandes quantités de terre, et les autres n'ont plus rien. Mais l'Etat n'aide presque pas les familles et les petits paysans. Il aide surtout les grandes sociétés et les grands propriétaires.

Nous mangeons surtout du riz, mais nous ne produisons pas assez de riz pour nous nourrir. Nous devons acheter du riz à l'étranger, et on nous demande de cultiver, par exemple du coton. Mais le coton ça ne se mange pas. Et il n'est pas pour nous, il part à l'étranger.

Des gens disent : « on peut acheter ces terrains parce qu'ils ne sont pas cultivés », mais la terre ne sert pas seulement à la culture. Il y a aussi la chasse et l'élevage. Il y a aussi les bois sacrés, les lieux de rencontres et les terres réservées. De toutes façons, nos terres sont fragiles, elles ont besoin de se reposer ; on ne peut pas les cultiver sans arrêt.

Des gens disent aussi : « la loi nous permet d'acheter des terrains. Nous avons un titre de propriété ». Mais ce n'est pas parce que c'est permis par la loi, que c'est bon d'acheter ou de vendre nos terres. Est-ce normal que ceux qui sont riches rendent les paysans encore plus pauvres ? Est-ce qu'il ne faudrait pas revoir ces lois ? Et puis, il y a le droit et les lois officielles. Mais il y a aussi le droit traditionnel (coutumier). Dans nos coutumes et notre civilisation, la terre appartenait au chef de la famille, au nom des ancêtres. Maintenant on achète ton terrain, et on vient te dire : « ton droit coutumier ne vaut rien ; moi j'ai un papier (titre foncier) ». Que penser de cela ?

Par rapport aux contrats miniers : on ne peut pas accepter que des grandes sociétés,, minières ou autres, trompent la population en construisant quelques routes ou quelques écoles, pendant qu'elles renvoient de très grands bénéfices dans leurs pays d'origine pour les actionnaires et qu'elles ne donnent presque pas d'argent à l'Etat. Assurer la bonne gouvernance pour nos sociétés minières, c'est absolument nécessaire. Mais il faut ensuite que l'argent donné à l'Etat profite aux populations locales et pas seulement aux fonctionnaires ou aux gens de la ville. Cela demande que l'on travaille encore plus à la bonne gouvernance dans le pays.

Il y a aussi de plus en plus de problèmes entre les paysans et les éleveurs, par rapport à la terre. Là aussi il faudra bien trouver une solution.

Autrefois, la terre appartenait au village et à la famille. Le chef de famille partageait la terre entre ses enfants, d'après les besoins. Maintenant, on dit que la terre appartient à l'Etat, et l'Etat a pris beaucoup de terrains aux villages et aux familles. Quelquefois ces terrains ne sont même pas utilisés. Dans d'autres cas, ces terrains ne servent pas au Gouvernement pour faire de bonnes choses pour la population ; ce sont des ministres, des députés ou des gens bien placés qui prennent ces terres pour eux-mêmes, souvent en faisant des cadeaux, ou par la corruption. A ce moment-là, on vole à la fois les gens et le pays tout entier (l'Etat).

Pour nos ancêtres, la terre était sacrée ; c'était notre mère qui nous donne la vie par l'eau, les cultures et les animaux. La terre était le lieu où reposent les morts. Jusqu'à maintenant, beaucoup de gens qui meurent en ville demandent qu'on aille les enterrer dans leur village, dans la terre de leurs ancêtres. Malheureusement aujourd'hui, beaucoup de gens ont oublié cela et ne respectent plus la terre. La terre pour eux n'est plus créée par Dieu. Elle n'appartient pas aux ancêtres. Ce n'est plus le lieu où reposent les morts. Ce n'est plus le lieu où la famille vit ensemble en communauté, où le village se construit, là où on naît, où on grandit et- où on sera enterré. La terre est devenue une chose, qu'on peut acheter et vendre comme un vélo ou un poste de radio. La terre n'est plus sacrée. Mais en vendant ainsi la terre, nous allons perdre notre culture, notre civilisation et le sens de la vie que les anciens nous ont enseigné. Et que nos différentes religions nous enseignent aussi. Qu'allons-nous faire contre cela ?

Ici, nous parlons de la terre. Mais il y a aussi la mer, où de plus en plus de bateaux étrangers viennent prendre nos poissons. A Conakry, on vend maintenant des poissons dans des cartons, des poissons qui ont été pêchés par des pêcheurs étrangers dans notre mer. Alors que nous avons nos propres pêcheurs et que notre mer nous appartient.

Que nous dit la parole de dieu sur la terre ?

D'abord, la terre appartient à Dieu. C'est Dieu qui l'a créée (Genèse 1, 1). Par conséquent nous devons utiliser la terre comme Dieu le veut, et pas n'importe comment. St Paul nous dit (1^{ère} aux Corinthiens 10, 26) : « Tout ce qui remplit la terre appartient au Seigneur » (voir aussi le Psaume 24).

Quand Dieu a créé la terre, il l'a donnée à l'homme comme le dit le Psaume 115, 16 : « les cieux appartiennent à Dieu, mais la terre Dieu l'a donnée aux fils d'Adam ». Et le paysan attend les fruits de la terre (Jacques 5, 7).

Mais nous devons respecter la terre que Dieu nous a donnée. N'est-ce pas pour cela que Jésus disait (Matthieu 5, 35) : « Ne jurez pas sur la terre, parce qu'elle est le trône de Dieu ».

Dieu veut que nous soyons tous heureux sur la terre (voir par exemple Amos 9, 13 – Osée 2, 23 – Isaïe 11, 6 – Jérémie 23, 3 – Ezéchiel 47, 1 – Joël 4, 18 – Zacharie 14, 6 à 11). C'est pourquoi la terre doit être protégée et elle est au service de tous. C'est pourquoi Moïse disait qu'il faut laisser le pauvre et l'étranger ramasser les fruits et les grains des cultures (Deutéronome 14, 29 + 24, 19 à 21). Il ne faut pas non plus épuiser la terre. C'est

pourquoi Moïse demandait de la laisser se reposer chaque 7^{ème} année (Exode 23, 11).

Dans ces conditions, il devient évident qu'on ne peut pas accaparer la terre, ni prendre la terre de force aux paysans. C'est pour cela que Jésus disait : « Heureux les doux, ce sont eux qui recevront la terre en héritage » (Matthieu 5, 5).

Dieu condamne ceux qui prennent la terre de force, et ceux qui accaparent terrains sur terrains (Isaïe 5, 8). Voir aussi ce que dit Job (24, 2 à 12) sur les souffrances de ceux dont on a pris la terre.

La reine Jézabel a pris de force la terre du pauvre Nabot et elle l'a fait tuer pour cela (1^{er} Livre des Rois, chapitre 21). Le Prophète Elie lui annonce : « A l'endroit même où les chiens ont bu le sang de Nabot, ils boiront ton sang à toi aussi ». Et, on dit dans le Livre de l'Apocalypse (11, 18) « Le temps est venu de récompenser ceux qui craignent le Nom de Dieu, petits et grands. Et de punir ceux qui prennent la terre ». Nous ne pouvons donc pas oublier l'histoire que Jésus nous raconte de l'homme riche qui avait beaucoup de terres et de récoltes. Dieu lui dit : « Tu es un homme sans intelligence ; cette nuit même, on va te demander ton âme. Tout ce que tu as accaparé ce sera pour qui ? Il en est ainsi pour celui qui s'enrichit pour lui-même, au lieu de s'enrichir pour Dieu ». (Luc 12, 16 à 21).

Quelles actions mener ?

Dans la religion traditionnelle, comme dans les grandes religions modernes, on nous dit que c'est Dieu qui a créé la terre. Il a fait cette terre pour tous. Mais est-ce que nous n'avons pas oublié ce que Dieu nous a dit sur la terre, à cause de l'argent, de notre volonté de pouvoir, et notre manque de foi ? Pour les chrétiens, le 2^{ème} Synode pour l'Afrique vient encore de nous rappeler cela (voir les propositions n° 23, 24 et 30). A l'ONU, à la FAO, et dans beaucoup d'organisations internationales, on a fait des lois et on a dit ce qu'il faut faire pour protéger la terre des paysans et des familles. L'O.U.A. a dit la même chose, par exemple, dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Nos gouvernements ont signé ces lois, mais malheureusement elles ne les respectent pas. Ils ne protègent pas la population. Et ceux qui ont de l'argent, Guinéens ou étrangers, font ce qu'ils veulent. Combien de temps cela va-t-il durer ? Beaucoup de gens pensent qu'on ne peut rien faire ; les riches sont les plus forts, ils ont toujours raison au Tribunal. Pendant la rencontre, nous avons écouté beaucoup de témoignages d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie. On nous a expliqué comment les paysans et villageois s'étaient organisés pour se défendre, se faire respecter et garder leurs terres. Nous avons réfléchi sur ces exemples, pour bien les comprendre avec leurs causes et leurs conséquences, voir les choses fausses qu'on nous dit et comment agir pour faire changer la façon dont le monde est organisé. On a dit beau coup de choses.

Parmi toutes les actions proposées, en voici quelques-unes que nous pouvons étudier pour la Guinée.

1. La première chose bien sûr c'est de décider de ne pas accaparer les choses, que ce soit la terre ou d'autres biens. Cela veut dire : savoir se contenter de ce que l'on a. Ne pas toujours chercher à prendre ce que l'on voit. Savoir partager ce que l'on a, au lieu de le garder pour soi tout seul. Ce sont d'abord nos idées qu'il faut changer pour cela : avoir un nouvel état d'esprit, c'est ce qu'on appelle la conversion ou changer de mentalité. Apprendre à ceux qui nous entourent par nos conseils ou par notre exemple, à vivre ensemble dans le partage et l'entente. Ne pas chercher à avoir toujours plus de choses.
2. Nous renseigner sur ce qui se passe vraiment dans les villes et dans les villages. Demander à nos parents et aux gens que nous connaissons dans les villages, de nous prévenir dès que quelqu'un essaye de leur

prendre leurs terres. Demander aux communautés de s'organiser elles-mêmes et d'agir pour cela : car ce sont elles qui connaissent leurs problèmes et qui peuvent trouver les meilleures solutions et les meilleurs moyens d'agir. A ce moment-là, nous pouvons réfléchir avec elles et les soutenir si elles le demandent. Si nous connaissons plusieurs communautés qui ont ces problèmes, les faire se rencontrer pour qu'elles se donnent des idées, qu'elles se soutiennent et qu'elles agissent ensemble. Demander aux communautés de villages de parler de ces questions avec les autorités locales : les chefs de villages ou de quartiers, les chefs de secteurs, le président de district, le président de CRD, le maire et ses adjoints, etc... Voir avec la communauté de quartier ou de village comment ils peuvent résister à ceux qui veulent prendre leurs terres.

3. Lire cette feuille au cours de nos réunions de paroisse, de CCB, de Mouvement de jeunes ou d'adultes. Et aussi en parler dans les différents groupes dont nous faisons partie, qu'ils soient chrétiens ou non.
4. Dans les Commissions de Justice et Paix et de Pastorale sociale, mettre ces questions dans notre Plan d'action. Voir les conditions concrètes et les moyens pour arriver à des résultats (voir les lettres 77 et 78 : comment faire un plan d'action).
5. Connaître les différents groupes et associations qui agissent contre l'accaparement de la terre. Chercher à travailler ensemble avec eux ou entrer dans un de ces groupes.
6. Demander à des juristes de nous expliquer le droit coutumier et les lois sur la propriété. Voir comment mettre les deux ensemble et chercher des solutions aux problèmes qui se posent à nous. Essayer de connaître les déclarations des Nations Unies et de leurs institutions (P.A.M. , FAO, Banque mondiale, etc.). Et aussi les déclarations de l'Union Africaine, comme celles de l'Eglise (Concile Vatican II, Lettres du Pape, 1^{er} et 2^{ème} Synode pour l'Afrique, etc.) ; Mettre le droit à la terre et le droit à la nourriture dans la Constitution, si cela n'y est pas encore.
7. Faire des émissions à la radio. Envoyer ce document par mail à ceux que nous connaissons et qui ont Internet.
8. Contacter les responsables de la Société civile pour qu'ils pensent à cette question et la mettent dans leur plan d'action (pas seulement s'occuper des problèmes politiques).
9. Dire à tous les paysans que nous connaissons de faire un papier pour leur terrain. Faire un vrai Titre de propriété officiel, cela coûte trop cher et c'est très difficile à avoir. Mais faire au moins un papier auprès du Chef du village, de secteur ou de district, qui donne les limites du terrain familial avec les noms des propriétaires.
10. Parler avec les responsables du pays : ministres, députés, chefs de service, etc... que nous connaissons pour leur expliquer le problème de l'accaparement de la terre et ses conséquences pour les populations. Leur demander de faire tout ce qu'ils peuvent pour que le droit à la propriété traditionnelle (le droit coutumier) soit reconnu dans la Constitution et respecté dans la pratique. Et aussi pour qu'on ne prenne

jamais un terrain, que ce soit pour des gens particuliers, pour l'Etat, ou pour des Sociétés étrangères, sans que la population ne soit prévenue et qu'on lui demande son avis. Qu'on respecte ses droits et qu'on lui donne au moins des compensations (des choses à la place) et des moyens, pour permettre aux populations de continuer à vivre normalement.

Interroger les candidats aux prochaines élections législatives et communales pour savoir ce qu'ils veulent faire par rapport à cette question de la terre.

11. Se tenir au courant des terres qui sont prises par l'Etat ou vendues à des riches ou à des Sociétés étrangères. Refuser cela ou au moins prévenir le maximum de personnes si c'est nécessaire, pour que les choses soient faites normalement, sans faire souffrir les populations.
12. Organiser une ou plusieurs rencontres sur cette question.
13. Parler de tout cela avec les gens des autres religions. Leur demander de réfléchir à ces questions, à partir de leur foi. Leur proposer de parler ensemble de cette question et d'agir ensemble, puisque cela concerne tout le monde.

Bon courage à tous et tenez nous au courant de ce que vous faites.

Rencontre diocésaine Justice et Paix du 13 février 2011

A la messe, nous avons repris l'Evangile en parlant avec la foule (Mat 5,38-48), qui nous montre comment travailler dans nos commissions. L'important, c'est **l'amour** : Aimez vos ennemis, pour être les enfants de votre Père. Car il fait lever son soleil sur les méchants comme sur les bons. La 2^o chose, c'est le **partage et le soutien** de nos frères : Si quelqu'un te demande ta chemise, donne-lui aussi ton pagne. Si quelqu'un te demande de faire un kilomètre avec lui, fais-en 2. Cela c'est la pastorale sociale. Pas seulement donner des choses, mais marcher avec nos frères. Priez pour ceux qui font souffrir. Dieu fait tomber sa pluie sur les injustes, comme sur les justes : Cela c'est **justice et paix**, par la prière et par l'action. Enfin, Jésus nous montre comment agir : si quelqu'un te frappe sur la joue droite, présente-lui l'autre joue. Ce n'est pas se laisser faire. C'est réagir. Comme Jésus a réagi quand on l'a giflé devant le grand prêtre. C'est ce qu'on appelle les méthodes d'action violente, dans la ligne de Gandhi, Martin Luther King, Desmond Tutu et tant d'autres.

Dans la 2^o lecture, Paul nous dit (1^o Cor 3, 16 – 23): Tout est à vous. Mais vous, vous êtes au Christ. Dieu nous a donné la terre entière. Mais la terre est à tous. A nous de la faire grandir et avancer ensemble (le développement). En respectant la terre de Dieu (l'écologie et le respect de la création), car nous sommes à Dieu. Et comme le Christ nous l'a montré. Car nous sommes au Christ. Et en voyant le Christ dans chacun de nos frères. Car tout homme est le temple de Dieu. Et l'Esprit Saint habite en lui ». C'est ce qui fait sa valeur et sa dignité. C'est cela que nous voulons respecter et faire grandir, pour tous. Surtout pour les pauvres et les petits de toutes sortes : les veuves et les orphelins, les handicapés, les prisonniers, les étrangers, les mendiants, les enfants de la rue et les petits travailleurs, et tant d'autres personnes écrasées, exploitées, abaissées et humiliées. En leur donnant la parole et la responsabilité. En agissant personnellement et ensemble, entre chrétiens et avec les autres. En donnant à tous la possibilité de prendre leur vie en main : j'ai faim, ne me donne pas à manger.

Apprends-moi à pêcher !

Comme à chaque fois, nous avons rappelé les principes de base : composition de la commission, comment connaître les besoins, comment faire un plan d'action, comment travailler avec les autorités locales et les gens des autres religions : imams... Nous avons insisté sur la nécessité de récupérer tous les documents distribués dans les paroisses, auprès des curés. Et ensuite de les étudier (formation). Envoyer un rapport à la fin de chaque mois, pour préparer la rencontre diocésaine.

Ce n'est pas la commission qui doit tout faire. Au contraire son rôle est de motiver et former le maximum de personnes, pour qu'elles agissent chacune là où elle vit. Ce sont tous les chrétiens et même tous les hommes qui doivent lutter pour la justice et construire la paix. A nous de les mettre à l'action ! Pour motiver les prêtres et les conseils paroissiaux, il faut les tenir au courant de ce que nous faisons.

Les actions à mener

Pour les 2 mois qui viennent, en préparation du Carême, nous allons travailler à la réconciliation dans les familles à tous les niveaux : parents, époux, enfants, grande famille, beaux parents, etc.. Il ne suffit pas que nous réconcilions 2 ou 3 familles : nous demandons à tous ceux que nous pouvons toucher de réconcilier les familles qui les entourent. Il faut mener une action d'ensemble et l'annoncer à toute la paroisse et aux autres personnes de bonne volonté.

En Avril-Mai, pour que les prochaines élections puissent se passer dans la paix et le respect, nous allons travailler à la réconciliation dans les quartiers et demander à tous de devenir ami avec les gens des autres ethnies et des autres religions. A la fin du 1^o mois, on évalue le travail qui a été fait et on voit comment le continuer le mois suivant. Pour les mois suivants, chaque commission fera son propre plan d'action. Mais nous allons soutenir les centres aérés du mois d'août qui sont très importants pour défendre les enfants exploités et pour former tous les enfants à la justice et à la paix

A côté de cette action générale et commune, à chaque fois que des personnes autour de nous sont traitées injustement, notre commission paroissiale essaie d'intervenir et de faire tout ce qu'elle peut. Il ne faut pas que la commission repose sur une seule personne. Pour cela, il faut donner des responsabilités à tout le monde et dès le début. Faire le tour des CCB, des mouvements et des groupes pour les intéresser à la commission et que chacun y envoie au moins un délégué.

Nous avons reçu de nouveaux documents pour la formation. Le père Armel nous a fait le compte-rendu d'une rencontre sur l'accapement et le vol des terres en Afrique. Un document sera envoyé pour la défense des villageois et des paysans. Il nous a fait aussi le compte rendu du Forum Social Mondial de Dakar

Prochaine réunion le dimanche 13 Mars à 9 h précises à St Robert de Koloma

Paroisse Sainte Odile de Coyah - Commission Paroissiale « Justice & Paix » de Guinée - Mise en place de la commission

Les membres des trois Commissions paroissiales : Justice et Paix ; la Pastorale sociale (Caritas) et la Légion de Marie ont travaillé ensemble.

A la paroisse Ste Odile de Coyah, lors de l'arrivée d'un formateur, M. Jean MARA, de la Commission diocésaine Justice et Paix ; après la première sensibilisation a été mis en place un bureau provisoire ; il y avait dans à la réunion 15 fidèles chrétiens. A la fin de cette sensibilisation, M. LAMAH Jean-Pierre fut choisi par M. Jean MARA comme premier responsable de la dite Commission de la paroisse.

Quelques jours plus tard, le curé de la paroisse de COYAH, le Père Joseph NEMI, invite le formateur Jean MARA à participer au 2^{ème} Conseil paroissial le samedi 31 Janvier 2009, pour un compte-rendu de la mise en place la Commission Justice et Paix.

Les deux Commissions de la Pastorale sociale « CARITAS » et de Justice et Paix ont été approuvées par le curé Joseph NEMI et le Conseil paroissial, avec deux responsables à leur tête (un président coordinateur et une présidente). Elles ont travaillé en union et dans la bonne compréhension.

- Le dimanche 20 Décembre 2009, les membres des deux Commissions ont été présentés officiellement aux fidèles de la Paroisse.
- Les Commissions de la Pastorale sociale et de la Justice et Paix ont participé aux rencontres diocésaines, durant toute l'année 2009-2010 et à tour de rôle, pour chaque membre.
- Les deux Commissions ont toujours le souci de travailler ensemble et de se transmettre de part et d'autre des informations.

Les deux Commissions paroissiales Justice et Paix et de la Pastorale sociale sollicitaient toujours et à tous moments de travailler avec la Légion de Marie et les autres structures de la Paroisse, surtout avec les délégués.

A chaque réunion, les deux présidents invitaient les responsables de chaque Commission et Mouvement, en leur expliquant les objectifs et missions des deux Commissions et comment travailler et avec qui travailler. C'est ce que nous faisons toujours à chaque réunion.

Cette année 2010-2011, la Commission Justice et Paix de la paroisse Ste Odile de COYAH décide et sollicite de se faire connaître et de travailler avec les autorités civiles, les chefs de quartiers, les autorités militaires (gendarmerie, police, justice et les prisons de Coyah). Cela en passant par les fidèles chrétiens de la paroisse et nous les invitons dans nos réunions. Voilà comment nous recevons des idées, propositions et solutions dans nos missions

La libération de deux prisonniers à la Prison civile de COYAH

La Commission paroissiale Justice et Paix travaille avec des délégués disponibles, engagés et qui ont le souci d'accomplir leur mission par la grâce de notre Sauveur Jésus-Christ.

1. Avant le mois de Carême 2.009, les légionnaires ont effectué des visites dans les Prisons de Coyah, pour faire des prières de libération. Au cours de leur visite, ils prennent le temps de dialoguer avec les prisonniers.

La Légion de Marie comprend quelques membres du Bureau de la Pastorale sociale et des délégués de Justice et Paix qui transmettent à l'une ou à l'autre des 2 commissions, les cas qui les concernent. C'est ainsi que les deux Commissions Justice et Paix et de la Pastorale sociale ont été informées avant le mois de Carême 2009.

Au cours du mois de Carême dernier : les deux Commissions ont décidé d'agir auprès des 62 prisonniers en prison. C'est pour cela que, au cours de nos réunions, les deux Commissions ont fait des propositions : comment agir pour bien réussir dans nos missions de défendre et de mettre la Paix.

2. La Commission de Pastorale sociale CARITAS. Pendant le mois de Carême 2009-2010, cette Commission a fait des sensibilisations à tous les niveaux (à l'église après chaque messe et aux autorités de la Commune) ; sur les trois piliers du Carême chrétien. Après les sensibilisations, la dite Commission a reçu les différents dons suivants :

les dons en nature :

1. Riz 75 kg ; vêtements hommes 24 complets ; femmes et jeunes filles 10 complets.
2. Savons 18 morceaux.
3. Chaussures : 5 paires (femmes, jeunes filles et hommes)

Les dons en espèces (argent)

1. les bonnes volontés des fidèles chrétiens : 80.000 francs guinéens
2. les quêtes des dimanches au moment de messes : 90.000 francs guinéens

Soit au total $80.000 + 90.000 = 170.000$ francs guinéens.

Après le mois de Carême, les deux commissions paroissiales se sont retrouvées au cours d'une réunion pour réfléchir comment agir à travers ces dons reçus.

3. Partage des différents dons :

1. Première proposition : faire un repas pour les 62 prisonniers (20 kg de riz + 120.000 FG prix des condiments...)
2. Deuxième proposition : pour les pèlerins marcheurs à BOFFA 2009(20 kg de riz)
3. Pour les personnes démunies des six CCB de la paroisse : 10 kg de riz + 8 morceaux de savon.
4. Pour le gardien de l'église de COYAH : 3 complets, 2 morceaux de savon et une paire de chaussures.
- 5.

Pour les Foyers du Père Etienne, de KOUTIA (enfants de la rue et malades): 26 complets (femmes, jeunes filles et hommes).

6. Pour les Personnes démunies musulmanes de la commune de COYAH : 5 complets + 5 morceaux de savon et 5 kg de riz.

Le repas pour les prisonniers était accompagné par les personnes suivantes à la Prison civile de COYAH :

1. la présidente de la Commission Pastorale sociale, avec deux de ses membres ;
2. Le président de la Commission Justice et Paix, avec un délégué Justice et Paix de la CCB
3. Le 2^{ème} vice-président du Conseil paroissial de la paroisse de COYAH ;
4. Deux membres de la Légion de Marie de la paroisse de COYAH .
5. Un élément du Mouvement CV.AV , classe 10^{ème} année, Collège Plateau COYAH Centre ;
6. Trois délégués de Pastorale Sociale de 3 CCB de COYAH.

Ce jour là, mercredi 24 Mars 2010, à 15 h 10, nous étions devant la Prison civile avec le repas. Il y avait 6 gardiens de service avec leur chef.

Après notre présentation, ils ont ouvert la prison entièrement devant nous, jusqu'à la fin de notre mission avec les prisonniers.

- Devant la grande porte d'entrée, nous avons fait la prière avant de rentrer à l'intérieur où se trouvaient les prisonniers avec le repas.
- A l'intérieur, les hommes en tenue (gardiens de prison) étaient derrière nous et trois devant nous, pour regrouper les prisonniers. Nous les avons salués. Puis nous leur avons expliqué les motifs pour lesquels nous venions vers eux. Nous avons fait la prière et nous avons béni le repas, avant de le partager.
- Nous avons procédé à la répartition des prisonniers par groupe de 10 personnes. Cela nous a donné 6 groupes de 10 personnes ; et 2 personnes qui assurent la responsabilité et le maintien d'ordre ; un groupe pour la femme avec sa fille et en plus 2 groupes des hommes en tenue ; SOIT AU TOTAL 10 groupes, qui correspondaient à 10 plats de riz.

- Pendant et après le manger, c'était un temps pour tous de dialoguer avec les prisonniers et pour connaître les problèmes et la situation de chaque prisonnier. Nous étions libres, vraiment libres de les écouter avec attention.
- Enfin, nous avons terminé par la prière de délivrance, d'action de grâce et de protection.

Au retour, nous nous sommes retrouvés pour évaluer notre mission vers les prisonniers visités. Pendant l'évaluation, la présidente de la Commission de Pastorale sociale a promis de revoir le cas des 2 chauffeurs prisonniers, détenus depuis 8 ans pour le non paiement des frais de séjour à la prison, d'un montant de 300.000 francs guinéens chacun.

Madame Sara Jeanne NYALO, Présidente de la Pastorale sociale de COYAH, a vraiment fait honneur aux deux Commissions Justice et paix et Caritas.

Trois semaines après notre visite, les chefs de la Prison civile de COYAH ont accepté nos supplications de foi, de pardon et de prière pour libérer les deux chauffeurs musulmans, sans rien payer comme droit de prison.

Dès leur sortie de prison, la présidente de la Commission Pastorale sociale (Caritas), Madame Sara Jeanne NYALO, a conduit les deux prisonniers dans son foyer où elle est mariée ; elle leur a donné de l'eau pour se laver ; leur a offert à manger ; enfin, elle a remis à chacun 10.000 FG + deux morceaux de savon pour le voyage de retour.

Les deux présidents ont fait les comptes rendus aux membres et délégués des deux Commissions Justice et Paix et de la Pastorale sociale, ainsi qu'au Conseil paroissial et aux fidèles de la Paroisse.

Rendons grâces à Dieu notre Père.

Rendons grâces à Jésus-Christ, notre Sauveur, qui nous encourage dans le combat, qui nous fait aimer la Vérité ; qui nous aide à nous comprendre ; qui nous pardonne ; qui nous apprend à vivre dans la Paix et qui nous donne la force et nous unit dans l'amour. AMEN

Réunion paroissiale de la commission « Juste et Paix »

Le Bureau de la dite Commission a tenu ce jour une réunion extraordinaire. Dans la salle des réunions paroissiales Jean Paul II, il y avait tous les membres du Bureau, tous les délégués des CCB, des Commissions et Mouvements de la Paroisse, ainsi que les invités qui sont :

1. Docteur Sara, membre du Conseil paroissial, chargée des projets de la paroisse ;
2. Madame Marie Thérèse KPOGHOMOU, gendarme à la Gendarmerie de COYAH fidèle chrétien de la Paroisse.
3. M. Emmanuel Jean Baptiste BEAVOGUI, membre de Cour d'Appel (Justice) de COYAH, catéchumène 2^{ème} année adulte.

4. M. LOUD, travaillant dans les services de la Justice de COYAH, près de Mme le Juge de Paix de COHAY, fidèle chrétien de la paroisse COYAH.

L'ordre du jour de la réunion était que tous les délégués des CCB, Mouvements et Commissions paroissiaux, présentent leur compte-rendu au Bureau.

1. Présentation de leur plan d'action
2. Résultats de ce qu'ils ont fait après avoir suivi la formation avec Monsieur Jean MARA, formateur de la Commission diocésaine Justice et Paix de CONAKRY ;
3. Avez-vous fait les comptes-rendus : oui ou non ?
4. La bonne réussite de la Commission paroissiale « Justice et Paix » à tous les niveaux de la paroisse, pour l'année 2010-2011 ;
5. Que faut-il faire pour être en contact avec les autorités de la Commune, les chefs de quartiers et les autres religions de COYAH ? Pour bien mener nos actions et pour travailler avec ceux-ci ?

Dans les débats les 3 derniers invités nous ont fait la proposition suivante : rédiger une lettre de mission à présenter aux autorités et aux responsables des autres religions.

Paroisse bienheureuse Anne-Marie Javouhey

Commission Justice et Paix

Rapport d'activité pour novembre, décembre 2009, janvier 2010

Novembre 2009 : Comment réconcilier les gens

1^{er} cas : Un couple, 20 ans de vie commune, 7 enfants de 2 à 20 ans

Ils ne sont pas mariés, ni officiellement, ni à l'église. Ils habitent à Kuntiyah. Le père de famille se débrouille en vendant de la viande de porc. La mère a un petit dépôt de boissons. Elle a terminé avec succès 3 ans de catéchèse. Elle désire recevoir le baptême et attend depuis 4 ans que son homme en fasse autant, mais en vain.

Depuis un certain temps, le monsieur a déserté le domicile conjugal et entretient une double vie avec une jeune fille de 23 ans à Taouyah. Il ne s'occupe plus de ses enfants qui sont des élèves.

Nous avons approché le père pour le sensibiliser

Il est revenu près de son épouse, a promis de rencontrer le curé et de mieux s'occuper de ses enfants.

Cela n'a duré que le temps des fêtes. Hélas, il est encore reparti chez sa petite amie et a complètement abandonné sa famille. Il ne passe à sa maison qu'une fois par mois.

Le problème : nous souhaiterions que la dame soit baptisée, et pour cela une délégation des catéchistes de notre paroisse a rencontré le curé

Nous visitons les gens pour mieux connaître leurs problèmes. Nous cherchons à consoler.

2eme cas : Une famille résidant à Nongo

Composition de la famille : une mère de famille (veuve), 4 filles dont 2 gravement malades, L'aînée est atteinte d'un cancer des os, en phase terminale, la deuxième, atteinte de tuberculose.

Elles vivent sans aucune ressource dans la maison de leur demi frère pour un laps de temps.

Nous aidons la famille avec nos faibles moyens (argent, riz, savon etc.)

Que pouvons nous faire pour ces gens ???

Janvier 2010 :

Chercher à consoler, encourager, guérir les blessures du cœur, les traumatismes

3eme cas : Nous revenons sur le cas d'un adolescent de 13 ans. Nous avons évoqué ce cas en 2009

Ce dernier, dont on n'avait plus de nouvelles, est réapparu une nuit chez sa mère à Dar es salam, le corps recouvert de plaies et de traces profondes de ceinture. Il avait été battu par sa tante et sa grand-mère. (La distance entre Taouyah et Dar es salam, à 22 h, imaginez)

La maman du jeune travaille depuis quelques temps chez un membre de la commission de justice et paix comme cuisinière. C'est une façon de les aider. Son concubin ne trouve toujours pas de travail, souffrant d'eczémas purulents sur les 2 mains depuis plusieurs années (il est maçon)

Soutenir la scolarisation des enfants

Ce jeune ne va plus à l'école. Que faire pour lui ???

Janvier 2010 :

4eme cas : Les épouses frustrées

Nous avons recensé à Nongo 2 femmes catéchumènes vivant en concubinage depuis plus de 20 ans avec plusieurs enfants.

Ayant suivi chacune 3 années de catéchèse sur la paroisse, elles attendent l'autorisation de leur concubin pour recevoir le baptême et régulariser leur situation matrimoniale à l'église. Leurs 2 hommes (Norbert et Joseph) qui ne sont pas baptisés, refusent de collaborer.

Nous avons commencé à les exhorte, à les rencontrer, à dialoguer avec eux.

Cela semble mordre à l'hameçon. Affaire à suivre.

Janvier 2010 :

Travailler avec les musulmans. Mettre en place un dialogue social et jouer le rôle de médiateur

5eme cas : relations musulmans/chrétiens

Nous avons rendu une visite de courtoisie à l'Imam de la mosquée qui est tout près de notre église

Nous avons été bien reçu par :

- Le 3eme imam Soumah Moussa cel 64 38 41 91
- Son adjoint Sylla Mohamed Lamine cel 64 39 73 83
- Le doyen et conseiller de l'imam Lamine Camara dit le maire cel 66 30 70 04

D'entrée de jeu, nous leur avons fait comprendre qu'il s'agissait tout simplement d'une visite d'amitié en voisin et d'une première prise de contact de la commission justice et paix de la paroisse (nous étions 2 délégués). Nous leur avons dit qu'une autre délégation composée de tous les membres du bureau et du curé leur rendra visite sous peu de temps.

Ils étaient tous très enchantés et ont tenu à faire un petit discours pour nous remercier et expliquer les liens qui unissent les soussous et les bagas aux chrétiens. Nous avons parlé rapidement des jeunes musulmans qui sont encadrés par les Salésiens sur notre paroisse..

Après les bénédictions et les salutations d'usage, nous nous sommes séparés sur une note d'espoir.

Affaire à suivre